

FONDATION
croix-rouge française

| Pour la recherche humanitaire et sociale



L'ATPC dans le Bounkani : la difficile appropriation par les acteurs locaux

Kouadio Edouard KOUASSI

Docteur en Sociologie
Université Alassane Ouattara, Bouaké



Les Papiers de la Fondation n° 24

Avril 2019

-----www.fondation-croix-rouge.fr-----

Fondation Croix-Rouge française – 21 rue de la vanne | CS 90070 | 92 126 Montrouge Cedex | +33(0)1 40 71 16 34 | contact@fondation-croix-rouge.fr

Cette recherche a été réalisée dans le cadre de l'appel à bourses postdoctorales lancé par la Fondation Croix-Rouge française et avec le soutien financier de son partenaire, AXA Research Fund.

La Fondation Croix-Rouge française, créée sur l'initiative de la société nationale de la Croix-Rouge française, a pour vocation d'initier, de soutenir et de récompenser les projets de recherche qui mettent en perspective les principes, pratiques et finalités d'une action humanitaire en transition.

À travers des appels à bourses postdoctorales, l'attribution de prix de recherche et l'organisation d'événements scientifiques, la Fondation Croix-Rouge française vise à définir les enjeux de l'action humanitaire de demain, accompagner les acteurs et les personnes, parties prenantes de la solidarité internationale, diffuser les savoirs issus de regards croisés et stimuler le débat.

Les propos et opinions exprimés dans cet article n'engagent que son/ses auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de la Fondation Croix-Rouge française.

Le contenu de cet article relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'auteur.

Il est interdit pour un usage autre que privé, scientifique ou pédagogique de reproduire, diffuser, vendre et publier intégralement ou partiellement sous quelque forme que ce soit cet article sans autorisation écrite particulière et préalable, dont la demande doit être adressée à la Fondation Croix-Rouge française.

© Tous droits réservés.

Avec le soutien de



Pour citer cet article :

KOUASSI Kouadio Edouard « L'ATPC dans le Bounkani : la difficile appropriation par les acteurs locaux », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n° 24, Avril 2019, 25 p.

Résumé

Connue comme une approche participative qui encourage la communauté à prendre ses responsabilités et à mener ses propres actions, l'ATPC est de plus en plus utilisée dans les projets relatifs à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement en Côte d'Ivoire. Si l'objectif est de susciter l'adoption communautaire des projets pour une action collective durable, force est de constater que son appropriation n'est pas encore évidente dans les campagnes. Inscrit dans une démarche qualitative, notre étude vise à mettre en exergue les facteurs explicatifs de la difficile appropriation de l'ATPC dans le contexte ivoirien à travers une étude de cas dans la région du Bounkani.

Les résultats révèlent qu'en dépit d'une amorce de changement de comportement, la plupart des communautés sont encore sous l'influence des croyances. Accrochées à leurs représentations, elles manquent de volonté dans la mise en œuvre de l'ATPC et se résignent face au moindre obstacle au cours du processus. La crise d'autorité et la faillite du leadership entraînent l'inertie et l'anarchie dans la plupart des villages, compromettant alors le suivi et la durabilité du projet. En outre, les Comités Départementaux de Suivi (CDS), annoncés pour prendre le relais au retrait de l'ONG en charge du projet, peinent à se mettre en marche, faute de moyens opérationnels. Les défis restent donc multiples et complexes, surtout avec le manque d'engagement réel des pouvoirs publics ; la durabilité d'un changement de comportement demeure ainsi une préoccupation majeure.

Mots-clés : Eau, hygiène, assainissement, communauté, MAP International

Summary

Known as a participative approach that encourages communities to face up to their responsibilities and carry out their own actions, ATPC is increasingly used in projects concerning water, hygiene and sanitation in Cote d'Ivoire. If the objective is to encourage communities to adopt projects for a more collective and sustainable action, it must be acknowledged that its ownership is not yet a reality in the countryside. In keeping with a qualitative approach, this paper aims at highlighting the factors explaining the difficult ownership of ATPC in the Ivorian context through a case study in the Bounkani region.

The results bring to light that in spite of the beginning of a change in behaviour, most communities are under the influence of their beliefs. Tightly held on to their representations, they are lacking the will to implement ATPC and give up to the slightest obstacle in the process. The crisis of authority and the failure of leadership led to inertia and lawlessness in most villages, which, then, compromise the monitoring and the sustainability of the project. Furthermore, the Departmental Monitoring Committees (DMC), announced to take over from the withdrawal of the NGO in charge of the project, find it hard to get started due to lack of operational resources. So, the challenges remain multiple and complex, especially with the lack of real commitment of the public authorities. Therefore, the sustainability for a behavioural change is still a major concern.

Keywords: Water, hygiene, sanitation, community, MAP International

L'ATPC dans le Bounkani : la difficile appropriation par les acteurs locaux

Introduction

En Côte d'Ivoire, le taux de couverture en assainissement se situe à 10% en milieu rural¹. Aussi la question des maladies liées à l'eau, aux mauvaises pratiques d'hygiène et d'assainissement reste-t-elle préoccupante dans les campagnes ivoiriennes, notamment dans les zones rurales du Bounkani. Pour corriger les faiblesses de l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, le PADEHA (Programme d'Appui à l'Accélération de l'Accès Durable à l'Eau, à l'Hygiène et à l'Assainissement) a été créé en 2013. Déployé dans 7 régions, dont le Bounkani, ce programme est basé sur la signature d'un « Pacte de Durabilité » entre l'UNICEF et l'État ivoirien, et vise à garantir le changement de comportement à long terme.

Le PADEHA utilise l'ATPC comme approche avec pour objectif d'assurer le bien-être et la santé des populations vulnérables (enfants et femmes). Aussi les bénéficiaires sont-ils impliqués à travers l'analyse de leur propre situation en matière d'assainissement. En mettant les populations au cœur des actions relatives à l'eau, l'hygiène et l'assainissement, l'approche ATPC encourage la communauté à prendre ses responsabilités et à mener ses propres actions pour une adoption collective durable².

Malgré l'engagement pour garantir le succès du programme, les résultats restent en deçà des espoirs suscités. En effet, le bilan de l'ATPC dans le Bounkani après cinq (05) ans de mise en œuvre est assez mitigé. Sur un total de 628 villages prédéclenchés de 2014 à 2017 ; 559 ont été déclenchés dont 301 déclarés FDAL. Quelques années après le démarrage du projet, trois cas de figure se présentent : les villages déclenchés non FDAL³, les villages FDAL⁴ et les villages REDAL⁵. Dans la première catégorie (villages déclenchés non FDAL), les directives de l'ATPC n'ont pas été suivies. Dans la deuxième catégorie (les villages FDAL), les exigences de l'ATPC sont, globalement, respectées par les populations. Dans le troisième type (les villages REDAL), l'appropriation de l'approche ATPC demeure difficile. Après un engouement au début du projet et l'obtention du statut FDAL, il y a eu un relâchement ; les directives ne sont plus suivies, remettant ainsi en cause la durabilité de cette approche.

Ce constat de l'adoption difficile des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement n'est pas spécifique au Bounkani et à la Côte d'Ivoire. En effet, plusieurs études réalisées sur l'ATPC montrent que les bénéficiaires s'approprient difficilement cette approche.

¹ UNICEF Côte d'Ivoire. Rapport annuel 2014

² Kar, Kamal et Chambers, Robert. Manuel de l'ATPC, 2008.

³ Les villages qui n'ont pas atteint la Fin de la Défécation à l'Air Libre

⁴ Les villages ayant le statut de Fin de la Défécation à l'Air Libre

⁵ Les villages qui sont retombés dans la Défécation à l'Air Libre

L'analyse de Zoungana⁶ sur les effets de l'approche ATPC à Koudougou et Ténado au Burkina Faso montre des changements au niveau du comportement des populations. Il relève toutefois que leurs perceptions et connaissances du domaine de l'assainissement ne sont pas satisfaisantes. Par ailleurs, la durabilité des effets du projet est assurée dans le volet technique et matériel, mais peu présente dans le volet social et comportemental.

Au Bénin, les résultats de l'évaluation de l'UNICEF réalisée en 2014 sur la mise en œuvre de l'ATPC révèlent qu'aucun village déclenché n'a atteint l'état FDAL depuis l'introduction de cette approche dans ce pays en décembre 2009⁷. Mise en œuvre à grande échelle au Mali depuis 2012, il a été recommandé que l'approche ATPC soit dotée d'une stratégie post-certification après avoir constaté que la majorité des villages retombent rapidement dans leur ancienne pratique de défécation à l'air libre suite à une évaluation réalisée en 2014⁸. Cette recommandation confirme surtout la fragilité des acquis relatifs aux changements de comportements en matière de bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement. L'évaluation de la mise en œuvre de l'approche ATPC à Madagascar a montré, quant à elle, que plus de la moitié des villages visités par les évaluateurs et ayant été déclarés FDAL ont repris la pratique de la DAL (Défécation à l'Air Libre) après un certain temps⁹.

Ces travaux d'évaluation de l'ATPC dans différents espaces et contextes montrent que l'appropriation de cette approche reste difficile, surtout sur le long terme. Si ces études ont le mérite de faire l'état des lieux de la mise en œuvre de l'ATPC en Afrique, elles n'insistent pas suffisamment sur les facteurs qui rendent difficile l'appropriation de l'approche ATPC. L'intérêt de notre recherche est de mettre en exergue les facteurs explicatifs de la difficile appropriation de l'ATPC dans le contexte ivoirien à travers une étude de cas dans la région du Bounkani. Autrement dit, qu'est-ce qui explique la difficile appropriation de l'ATPC dans le Bounkani ? La perception que les populations ont de l'ATPC explique-t-elle sa difficile appropriation ? La résignation des populations face aux obstacles naturels dans la mise en œuvre n'explique-t-elle pas la difficile appropriation de l'ATPC ? La difficile appropriation s'explique-t-elle par la faillite du leadership et le manque de cohésion dans les villages ? Le manque d'autonomie financière des ONG locales et la défaillance des comités de suivi n'expliquent-ils pas la difficile appropriation de l'ATPC dans le Bounkani ?

Matériels et Méthodes

Inscrite dans une démarche qualitative, l'étude a été effectuée dans la région du Bounkani au Nord-Est de la Côte d'Ivoire. Trois (03) départements et neuf (09) villages ont servi de site d'enquête (voir carte 1).

⁶ Zoungana, Thierry A. Contribution à l'analyse des effets de l'approche ATPC appliquée dans le cadre du programme USAID WA-WASH sur les comportements et les perceptions des populations : cas de quatre villages dans les communes de Koudougou et Ténado, 2016

⁷ Protos. ATPC - note de discussion, 2016

⁸ Protos. Ibid

⁹ Protos. Ibid

Carte 1 : Localisation de la zone d'enquête



La sélection a été faite selon la technique du choix raisonné. Étaient éligibles, les départements dans lesquels le projet PADEHA est mis en œuvre. Le choix des villages a été fait selon leur statut par rapport au projet, à savoir : les villages FDAL, les villages REDAL et les villages déclenchés non FDAL. Le tableau 1 montre la répartition des villages selon le statut.

Tableau 1 : Répartition des villages selon le statut

Départements	Villages non FDAL	Villages FDAL	Villages REDAL	Total
Bouna	Assoum 1	Assidouo	Imbié	03
Doropo	Varalé	Gbonkolou	Tessodouo	03
Nassian	Saboukpa	Gonkidouo	N'sémira	03
Total	03	03	03	09

Source : notre étude

Pour la collecte des données, nous avons recouru à plusieurs outils tels que l'observation, les entretiens de groupe, les entretiens individuels et les entretiens libres. Dans chaque catégorie de village, des groupes composés d'autorités villageoises (Chef et Président des jeunes) de responsables des femmes, de chefs de communauté, de leaders religieux et de responsables de comité villageois de suivi (CVS) ont été constitués pour la réalisation des focus groups. Un focus group a été réalisé dans chaque village visité, soit un total de 09 entretiens de groupe. Ces entretiens participatifs ont porté sur la vie quotidienne des populations bénéficiaires, surtout sur leurs pratiques d'hygiène et d'assainissement depuis la mise en œuvre du projet.

Des entretiens individuels ont permis de recueillir des informations auprès de personnes-ressources. À ce niveau, plusieurs entretiens ont été réalisés, à savoir : des entretiens avec les préfets, les sous-préfets, l'UNICEF Côte d'Ivoire, le coordonnateur de l'ONG Caritas Côte d'Ivoire, le point focal nutrition du District sanitaire de Bouna, le coordonnateur du projet PADEHA au niveau de MAP international dans le Bounkani.

Des entretiens informels ont été également réalisés au cours de cette enquête avec pour but de mettre en confiance certains de nos interlocuteurs. Ainsi, nous avons pu collecter des données intéressantes auprès d'autorités villageoises (chefs de village, présidents des jeunes), des leaders communautaires, des habitants, des agents de terrains de Map International et des enseignants.

Une grille d'observation a permis de découvrir quelques pratiques réelles des populations bénéficiaires du projet. Il s'agissait d'observer dans les ménages visités certaines pratiques recommandées dans le cadre de l'approche ATPC. De plus, le recours à l'observation participante, à travers le partage de repas avec les populations, a permis d'observer leurs pratiques, notamment en ce qui concerne le lavage des mains.

La matrice de classification a été mobilisée pour identifier les besoins prioritaires des populations au démarrage du projet. Dans chaque village visité, les besoins ont été dressés et classifiés par les populations. Ceci a eu pour avantage de savoir les besoins réels des populations et de comprendre leur perception du projet ATPC.

Le diagramme de Venn a permis de déceler d'une part, les liens entre les différents ménages, les familles, les communautés à l'intérieur des villages. D'autre part, il a permis de comprendre les rapports entre les villages bénéficiaires et les structures impliquées dans le projet.

Nous avons aussi bénéficié de l'appui d'un géographe, à travers la fourniture de fonds de cartes et de la réalisation des cartes, à partir de l'utilisation d'un GPS (Garmin ex 30) et de l'exploitation d'images satellitaires. Le traitement cartographique s'est fait à travers le logiciel QGIS 2.18.16.

L'analyse des données a consisté à faire un inventaire, puis un tri thématique des informations obtenues à partir des observations et des entretiens. Ceci a permis de procéder à des classifications et à des recherches de correspondances entre les variables sélectionnées.

L'enquête a nécessité le recrutement de trois personnes pour les visites exploratoires et de 10 personnes pour la collecte proprement dite des données. La collecte a été précédée de la formation des enquêteurs, notamment sur la manière de conduire les entretiens de groupe. Pour une meilleure exploitation des informations collectées, les entretiens ont été enregistrés à l'aide d'un dictaphone. Par ailleurs, un appareil photo numérique a été utilisé pour capter les images.

Cadre conceptuel et d'analyse

Concepts clés

Notre étude tourne autour de deux concepts, à savoir : l'ATPC et l'appropriation.

L'ATPC

L'ATPC (Assainissement Total Piloté par la Communauté) est une approche d'hygiène du milieu de vie. Ses origines remontent à l'évaluation du programme traditionnel d'eau et d'assainissement faite par Dr Kamal Kar au Bangladesh entre fin 1999 et 2000¹⁰. Découverte à partir des méthodes d'ERP (Évaluation Rurale Participative), l'ATPC permet aux communautés locales d'analyser leurs conditions sanitaires et de prendre conscience collectivement de l'impact de la Défécation à l'Air Libre (DAL) sur la santé publique et sur leur proche environnement¹¹. Le fait d'observer, d'évaluer et d'analyser leurs propres pratiques de DAL et des conséquences qui en découlent choque, dégoûte et fait honte aux communautés. Ce style amusant et non interventionniste suscite souvent un désir de mettre un terme à la DAL et d'assainir leur environnement¹². L'ATPC est en effet, une technique participative qui valorise le capital socio organisationnel des communautés et les aide à

¹⁰ Kar, Kamal et Chambers, Robert. op. cit

¹¹ Kar, Kamal et Chambers, Robert. op. cit

¹² www.communityledtotalsanitation.org/sites/org/files/Manuel_ATPC.pdf, consulté le 25 avril 2018

trouver des solutions adaptées et à moindre coût aux problèmes d'assainissement qui se posent¹³.

Si l'approche ATPC se focalise sur l'éradication de la Défécation à l'Air Libre comme premier pas significatif et point de départ, elle vise surtout le changement collectif et durable des comportements en matière d'hygiène et d'assainissement. Cela passe par un processus de sensibilisation sociale stimulé par des facilitateurs. Basé fondamentalement sur la solidarité sociale, l'entraide et la coopération entre les foyers de la communauté, l'ATPC dans sa conception originelle, n'implique pas de subvention en matériel pour les ménages et se garde de prescriptions pour des modèles de latrines. Derrière l'ATPC réside en réalité l'idée de l'adoption d'une nouvelle norme sociale¹⁴. Il s'agit donc de définir de nouvelles règles sociales pour ne plus retomber dans la DAL¹⁵.

L'assainissement total inclut une série de comportements tels que :

- Arrêter de déféquer à l'air libre ;
- S'assurer que tout le monde utilise des toilettes hygiéniques ;
- Se laver les mains avec du savon avant de cuisiner ou de manger et après avoir utilisé les toilettes ou été en contact avec les matières fécales des bébés ou des animaux ;
- Manipuler les aliments et l'eau de manière hygiénique ;
- Traiter de façon saine les déchets animaux et domestiques afin de créer un environnement sain.

Le processus de mise en œuvre de l'ATPC suit en général, les étapes suivantes :

- Le prédéclenchement ou l'avant-déclenchement : C'est une phase préliminaire qui est en réalité une étude de référence pour faire l'état des lieux sur les pratiques d'hygiène et d'assainissement de la communauté sélectionnée pour la mise en œuvre de l'ATPC. Cette phase débute par une collecte d'informations et d'indicateurs. Il s'agit d'effectuer deux ou trois visites dans la localité pour collecter toutes les informations utiles. L'analyse des données collectées permet de mieux préparer le déclenchement.

- Le déclenchement : L'objectif du déclenchement est d'accompagner la communauté dans l'observation et l'évaluation de ses pratiques d'hygiène et d'assainissement. Le déclenchement est fondé sur la stimulation d'un sentiment collectif de dégoût et de honte chez les membres de la communauté en les confrontant à la réalité crue de la Défécation à l'Air Libre et ses impacts sur la communauté tout entière. « Le postulat de base est qu'aucun être humain ne peut rester indifférent au fait qu'il ingère les excréments de ses semblables »¹⁶.

- Après le déclenchement : Après le déclenchement, intervient le Suivi post-déclenchement qui permet de mesurer l'état d'avancement de la construction des latrines et de leur utilisation effective dans les communautés. Deux à trois mois après le déclenchement, une évaluation est effectuée en vue de la déclaration FDAL ou non. La déclaration est suivie d'une célébration marquée par l'installation de panneaux aux portes

¹³ Unicef Mauritanie. Évaluation de l'assainissement pilote par les communautés. Rapport final, 2010

¹⁴ Réseau Projection. L'ATPC : une méthode efficace ? Compte-rendu de la rencontre Jeunes Professionnels, 2015

¹⁵ MCLAU. Manuel de mise en œuvre de l'ATPC en Côte d'Ivoire, 2015

¹⁶ Kar, Kamal et Chambers, Robert. Manuel de l'ATPC. P. 23.

du village ou du campement pour signifier le changement de comportement de la localité. La certification a lieu deux à trois ans après déclaration FDAL et marque un début de pérennisation.

- La pérennisation : La pérennisation suppose une prise en charge totale de l'ATPC par la communauté elle-même par la reconstruction spontanée de latrines, notamment en matériaux de meilleure qualité et plus durables.

Mise en place initialement en Asie au début des années 2000 et importée en Afrique à partir de 2006¹⁷, l'ATPC suscite aujourd'hui de nombreux débats¹⁸. Entre autres, l'on s'interroge sur sa portée réelle, sa pérennité et ses limites.

L'appropriation

La compréhension du concept d'appropriation varie selon les disciplines et les usages. L'usage sociologique du concept d'appropriation trouve son origine dans l'anthropologie de Marx, qui l'appréhende comme l'intériorisation des savoirs, de savoir-faire¹⁹. Selon Marx, cette intériorisation constitue le cœur de l'appropriation qui est un processus dont les acquis, l'instabilité et les recherches de nouveaux équilibres correspondent à la dynamique de l'identité individuelle. Elle est aussi, par nature, une expérience socialement médiatisée, qui implique l'existence de modèles transmis, en particulier, par l'éducation. Mais, toute entreprise d'appropriation comporte le risque de son échec, prévient Marx.

La notion d'appropriation véhicule deux idées dominantes²⁰. D'une part, celle d'adaptation de quelque chose à un usage défini ou à une destination précise ; d'autre part, celle qui découle de la première, d'action visant à rendre propre quelque chose.

L'idée d'adaptation traduit un objectif d'harmonie entre une chose et l'usage auquel on la destine, un heureux appariement entre deux objets ou entre un sujet et un objet. Vue sous cet angle, l'appropriation n'est possible qu'en relation à quelque chose qui peut être attribué et être possédé. La notion de propriété constitue ainsi une dimension importante de l'appropriation. La particularité est que cette notion tire son sens et sa légitimité, non de l'existence d'un titre légal attestant la possession juridique d'un objet, mais de l'intervention judiciaire d'un sujet sur ce dernier²¹. Telle que définie, la propriété ici, est surtout d'ordre moral, psychologique et affectif. L'objectif de ce type de possession est de rendre propre quelque chose, c'est-à-dire de l'adapter à soi.

Giddens inscrit l'appropriation dans un cadre plus dynamique²². Pour lui, celle-ci relève d'un processus continu. Roux définira alors l'appropriation comme étant la façon dont un groupe utilise, adapte et reproduit une structure²³. Étudier la structuration nécessite donc de

¹⁷ Kar, Kamal et Milward, Kirsty. Creuser, s'implanter et grandir : Introduire l'ATPC en Afrique, 2011

¹⁸ Réseau Projection. *ibid*

¹⁹ www.henri-maler.fr/Marx-et-l-appropriation-sociale-1-Enjeux-et-modalites.html, consulté le 19 mai 2018

²⁰ <http://www.perlaserfaty.net/texte4.htm>, consulté le 21 juin 2018

²¹ <http://www.perlaserfaty.net/texte4.htm>, consulté le 21 juin 2018

²² Giddens, Anthony. La constitution de la société, 1987

²³ Roux, Angélique. De l'usage à la pratique : les processus d'appropriation. Emprunts à la théorie de la structuration et empreinte du chercheur, 2010.

se focaliser sur les processus d'interaction dans le groupe, au vécu des acteurs, à leur autonomie et leurs compétences.

L'expression « difficile appropriation » employée ici, renvoie aux peines que les acteurs locaux éprouvent à interioriser l'ATPC ou à l'adapter à leurs pratiques. Cette approche exige aux communautés d'abandonner leurs anciennes pratiques jugées mauvaises en matière d'hygiène et d'assainissement. Elle exige aussi aux autorités et aux ONG locales de prendre des dispositions pour une meilleure mise en œuvre, surtout pour une adoption des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement dans les zones rurales.

Les différentes expériences, notamment en Afrique, montrent que l'ATPC n'a jamais été une tâche facile, tant au niveau des communautés qu'au niveau des autres acteurs locaux. Certaines communautés rejettent l'ATPC ; d'autres peinent à respecter ses directives et à atteindre le statut FDAL. Celles d'entre elles qui obtiennent ce statut retombent, pour la plupart, dans leurs anciennes pratiques. Les autres acteurs locaux (ONG, comités, autorités, etc.) éprouvent des difficultés à assumer leur rôle et leur responsabilité. En un mot, l'ensemble des acteurs locaux peine à s'approprier l'ATPC, d'où l'expression « difficile appropriation de l'ATPC ».

Cadre d'analyse

Pour montrer le processus d'adoption de l'ATPC, en tant que nouvelle approche de gestion du milieu, et d'analyser l'attitude des populations bénéficiaires, la théorie de la diffusion de l'innovation de Rogers a été convoquée. Pour comprendre les stratégies développées par l'ensemble des acteurs locaux (communautés, ONG, autorités, etc.) face à l'ATPC, la théorie de l'acteur stratégique de Crozier a été également mobilisée.

Rogers définit le processus par lequel une innovation est communiquée dans le temps à travers certains canaux parmi les membres d'un système social. Ainsi, la diffusion et l'adoption d'une innovation dépendent de quatre éléments : l'innovation, les canaux de communication, le temps et le système social.²⁴

Selon Rogers la vitesse de diffusion et d'adoption des innovations dépend de la manière dont elles sont perçues par les bénéficiaires²⁵. En effet, ces derniers analysent notamment la pertinence, la compatibilité, la complexité et la divisibilité de l'innovation ou du changement véhiculé.

Alors dans le cadre de l'ATPC, les communautés chercheront à comprendre l'intérêt de cette approche, c'est-à-dire ce qu'elle leur apporte. Les bénéficiaires s'attarderont aussi sur la façon dont l'ATPC s'intègre sans remettre fondamentalement en cause l'ordre établi. L'approche sera jugée également à partir de son caractère complexe ou non. Les communautés vont, par ailleurs, s'interroger sur la possibilité d'essayer, notamment par petites touches et de revenir en cas d'échec sans y laisser beaucoup de plumes.

²⁴ Everett Rogers, Diffusion of innovation, 4th edition

²⁵ Everett, Rogers, op. cit.

²⁶ Everett, Rogers, op. cit.

La communication est au centre du processus d'innovation. L'efficacité de la mise en œuvre du changement ou du transfert d'innovation ainsi que son résultat dépendra du type de canal de communication utilisé. Les canaux utilisés dans le cadre de l'ATPC sont-ils adaptés au regard du contexte et des particularités que présentent les communautés bénéficiaires du Bounkani ?

Dans la diffusion ou la mise en œuvre d'un changement, la notion du temps est un élément fondamental. Rogers distingue plusieurs catégories d'adoptant suivant le temps²⁶. Si certains individus adoptent l'innovation sans hésiter, d'autres prendront beaucoup de temps à se décider. Cet aspect de la théorie de la diffusion remet en cause l'adoption collective ou de masse prônée par l'ATPC et nous a permis d'expliquer l'attitude des bénéficiaires vis-à-vis de cette approche.

L'un des éléments essentiels à prendre en compte dans la diffusion d'une innovation selon Rogers, c'est la complexité du système social. Cette complexité n'autorise pas d'analyse linéaire si l'on veut s'assurer le succès de l'innovation proposée, car les processus d'innovation ne sont pas de simples transferts. Toute innovation initiée passe nécessairement par des processus d'adaptation et de réinterprétation. Aussi l'innovation, notamment en milieu rural africain recommande-t-elle de nouvelles façons de communiquer, de s'informer, de se former, etc²⁷. La mise en œuvre de l'ATPC dans le Bounkani ne peut donc échapper à une telle exigence si elle veut garantir ses chances de succès.

La théorie de l'acteur stratégique de Crozier nous a également permis de comprendre les obstacles au changement de comportement et à l'appropriation de l'ATPC. Pour Michel Crozier le changement ne doit pas se présenter comme une solution ou une finalité. Il doit plutôt être perçu comme un problème sociologique de relations dans les jeux d'acteurs²⁸. Le comportement des acteurs dans un processus de changement ne doit donc pas être considéré comme une quelconque « résistance au changement », mais des opportunités et des stratégies des groupes d'acteurs. Changer c'est en fait fixer de nouveaux modèles de « jeux » avec leurs composantes affectives, cognitives et relationnelles. Or, les acteurs peuvent être prisonniers des anciens « systèmes d'action concrets ». Les acteurs ou les groupes d'acteurs ne sont pas toujours disposés à perdre leurs « zones d'incertitude ». Lorsqu'ils n'arrivent pas à saisir les opportunités comme souhaité, les acteurs préfèrent sauvegarder leurs acquis. La théorie de l'acteur stratégique a donc l'avantage, dans la présente étude de permettre de faire ressortir les différentes stratégies développées par les acteurs engagés dans la mise en œuvre de l'ATPC dans le Bounkani. La lumière sur ces stratégies aidera à la compréhension de la difficile appropriation de l'ATPC par les acteurs locaux du Bounkani.

²⁷ Delmas, Patrick « Foire aux innovations paysannes », Grain de sel N° 27, Juin 2004

²⁸ <http://www.sietmanagement.fr/les-phases-du-changement-la-conduite-des-etapes-des-trajectoires-k-lewin-r-zmud/>, consulté le 1^{er} juillet 2018

Résultats

Perception de l'ATPC par les populations

La perception de l'ATPC par les bénéficiaires a été mesurée selon trois (03) critères d'analyse : la pertinence, la compatibilité et la complexité.

Du point de vue de la pertinence, l'ATPC est bien perçu aussi bien par les autorités locales que par les populations. Voici à ce sujet les propos d'un notable de la cour royale de Bouna.

« L'ONG MAP International fait un bon travail. Grâce à son projet ATPC, aujourd'hui, nos villages sont propres. Souvent, les responsables de MAP nous associent à la sensibilisation et à la remise de cadeaux ».

Des autorités préfectorales et sous-préfectorales aux chefs de villages en passant par la cour royale, tous s'associent aux efforts de MAP International pour la réussite du projet. Cependant, les gros villages, influencés certainement par les pratiques de la ville, trouvent que les latrines en banco à moindre coût préconisées par le projet sont assez rudimentaires. « Les gros villages à proximité de la ville refusent les latrines en banco », témoigne le coordonnateur de Map International dans le Bounkani. Ces villages auraient souhaité des subventions pour se construire des latrines améliorées ou modernes, conclut-il.

En ce qui concerne la compatibilité, les populations éprouvent encore des difficultés à intégrer l'ATPC dans leurs pratiques quotidiennes. En exigeant la propreté de l'ensemble du cadre de vie, cette approche bouleverse leurs habitudes, notamment en termes de gestion de l'espace familial. En effet, les concessions restent considérées, autant comme des domiciles que des espaces de production agricole. Les alentours servent de champs de maïs, de haricot ou de soja (photo 1 et 2). Ces champs sont, selon les populations, les premières sources d'alimentation de la famille ; ceux situés loin du village étant destinés essentiellement à la vente.

Photos 1 et 2 : Vue de concessions dans un village Lobi visité par l'équipe de recherche dans le département de Doropo



Dans les villages lobis l'espace d'habitation, est aussi utilisé pour la production agricole. Ces photos montrent des champs de maïs en plein village, sur le lieu d'habitation.

Source : Notre étude

Ces pratiques font des prescriptions de l'ATPC qui exigent, en dehors de la construction de latrines, l'hygiène et la propreté de l'ensemble du cadre de vie. Les lobis ne voient donc pas, en général, la nécessité de creuser des trous pour en faire des latrines. Dans la représentation lobis en effet, creuser un trou revient à faire référence à un cadavre qu'on doit enterrer. « Chez les lobis, quand on creuse un trou, c'est pour enterrer un cadavre. », nous confie un notable à Tessodouo (Doropo). Ces propos sont entérinés par un jeune du village d'Imbié 1 à Bouna à travers cette anecdote :

« Quand le projet ATPC est arrivé, j'ai accepté de construire ma latrine. J'ai creusé le trou ; la nuit, j'ai dormi, il s'est trouvé que c'est ma propre tombe que je venais de creuser. Alors, j'ai arrêté la construction de la latrine ».

La représentation et la croyance des populations constituent un réel frein qui altère leur volonté dans la mise en œuvre de l'ATPC. Suivant leurs croyances, celles-ci sont préoccupées à sécuriser leur vie plutôt qu'à s'engager pleinement dans le projet, surtout qu'à leurs yeux, l'excrément humain ne représente pas un danger particulier. Ainsi, à l'enthousiasme de départ succède la réticence à mesure que les communautés découvrent que l'ATPC est incompatible à leurs croyances.

Quoique reconnaissant la pertinence de l'ATPC, les populations trouvent que cette approche est complexe. L'ATPC demande, selon elles, de nouvelles attitudes et pratiques et surtout une constance qui exige beaucoup d'effort. Les populations du Bounkani estiment, en majorité que l'application de l'ATPC n'est pas aisée. Adopter l'ATPC exige, selon elles, non seulement des moyens techniques et financiers pour faire face aux obstacles naturels (sols sablonneux, aléas climatiques, présence de termites, etc.), mais aussi, et surtout des efforts constants pour le suivi de l'application des directives par l'ensemble du ménage. Le retour aux habitudes, particulièrement à la DAL s'explique aussi par cette complexité de l'ATPC dans sa mise en œuvre.

Par ailleurs, les populations et les animateurs du projet (agents de MAP International chargés de l'exécution du projet) n'ont pas toujours eu la même interprétation sur certains aspects dans le processus de mise en œuvre de l'ATPC. Souvent, on note une démotivation des communautés dans les villages FDAL. En effet, celles-ci considèrent les réalisations faites (PHV, Latrines dans les écoles, etc.) comme des « Récompenses » et ne trouvent plus nécessaire de poursuivre les efforts, une fois les infrastructures acquises. Dans certains villages, les populations accusent l'ONG de n'avoir pas tenu ses promesses. En réponse, les agents de l'ONG affirment que les promesses en matière de réalisation d'infrastructure de base n'existent pas dans leur protocole de mise en œuvre. De cette polémique, plusieurs villages classés FDAL retombent dans la DAL, car les communautés ne trouvent plus l'intérêt de poursuivre les efforts. Les membres des Comités Villageois de Suivi (CVS) censés remotiver la population réclament eux-mêmes des primes d'encouragement. À la question de savoir pourquoi le CVS de son village ne fonctionne plus, un chef nous apprend ceci :

« Au début du projet, le CVS travaillait correctement. Tous les membres étaient motivés. Aujourd'hui, ils ont tous arrêté le travail, car ils estiment qu'ils font le travail pour rien. » (H.T., chef du village de N'semira, S/P de Nassian).

À travers ces propos, on se rend compte qu'au cours du processus, les membres du CVS arrêtent de consentir les sacrifices volontairement acceptés au démarrage du projet. Ils estiment plutôt qu'ils ont droit à des primes d'encouragement qui marqueraient la reconnaissance de leurs efforts.

« Le travail de suivi prend beaucoup de temps. Quand tu arrives du champ, déjà fatigué, tu es obligé de sillonner le village. Ce n'est pas une tâche facile. On a besoin de quelques gestes d'encouragement. », affirme un Président de CVS à Saboukpa.

De la participation volontaire, les membres du CVS s'inscrivent au fur et à mesure dans une logique de demande de compensation de leurs efforts lorsqu'ils prennent la pleine mesure de la tâche qui leur a été confiée. Il y a donc une sorte de requête d'adaptation ou d'actualisation du jeu afin qu'il prenne en compte la réalité découverte. Lorsque cette attente n'est pas comblée, on assiste à un certain désengagement par rapport à la détermination affichée au départ. Ce désengagement des CVS explique le relâchement dans plusieurs villages déjà déclarés FDAL et laisse la porte ouverte aux anciennes pratiques de la DAL. Le changement durable de comportement à travers l'ATPC est ainsi remis en cause au bout de deux ans maximum. Les populations retombent dans leurs habitudes ; l'adoption des recommandations reste difficile, surtout que les populations se résignent dès le moindre obstacle.

Résignation des populations face aux obstacles

Les obstacles naturels entravent les efforts des populations. Les sites sur lesquels les villages sont installés posent souvent problème. Dans les villages en zone sablonneuse ou hydromorphe tels que Saboukpa et N'sémira à Nassian, la terre n'est pas adaptée au type de latrines préconisées. En saison des pluies, les fosses s'écroulent suite aux éboulements. En plus, les risques de contamination sont énormes, car la nappe phréatique n'est pas en profondeur. Dans les villages situés en zone ferrugineuse comme Imbié à Bouna et Varalé à Doropos, les populations estiment que la terre est difficile à creuser. Le recours aux puisatiers, qui se font de plus en plus rares, demande beaucoup de moyens financiers. Vis-à-vis de ces obstacles, les communautés expriment leur impuissance et tournent le regard vers l'ONG d'exécution pour résoudre les problèmes auxquels elles sont confrontées.

« Nous avons beaucoup de problèmes. MAP international est au courant de nos difficultés. Notre zone est sablonneuse. Il est difficile de creuser et de construire les latrines », indiquait un chef de village à Nassian.

Ce passage montre que les communautés évitent d'affronter réellement les obstacles qui se présentent à elles dans la mise en œuvre de l'ATPC. Elles semblent oublier que cette approche repose essentiellement sur la communauté qui doit trouver par elle-même des solutions chaque fois qu'un obstacle se dresse au cours du processus. En effet, « quand la méthode ATPC est mise en œuvre, les réponses viennent des populations. Ce sont elles qui prennent la résolution de mettre fin à la défécation à l'air libre et décident de ce pas, de se construire des latrines. », précise le chef de bureau MAP International de Bouna. Au lieu d'assumer pleinement leur responsabilité, on note une certaine réinterprétation du projet par les communautés quand elles découvrent des contraintes.

La détermination fait souvent défaut chez les communautés. Les obstacles existent certes, mais une réelle volonté de les surmonter aurait permis d'atteindre le statut FDAL ou de le garantir durablement pour les communautés l'ayant obtenu. Au lieu de faire face aux obstacles, la plupart des communautés ont plutôt choisi de se résigner et de reprendre leurs anciennes pratiques. Elles n'hésitent pas à brandir le manque de moyens financiers pour justifier leur attitude. Les propos de cet habitant de Saboukpa traduisent bien cette situation constatée dans les villages déclenchés non FDAL et les villages REDAL lorsqu'il dit : « Nous avons des difficultés à construire les latrines. Pendant la saison des pluies, les latrines s'écroulent. On a constaté que nous devons construire des latrines plus solides, mais les moyens nous manquent. »



Tels sont les propos généralement tenus pour justifier le retour à la DAL. En réalité, il n'y avait pas une volonté réelle affichée par les populations à l'entame du projet. Les communautés ont adhéré au projet avec la stratégie de s'en servir pour obtenir la réalisation de leurs besoins prioritaires. Lorsque ces besoins ne sont pas satisfaits, les populations se laissent gagner par le découragement et abandonnent l'ATPC, une façon pour elles de protester contre une certaine injustice en faisant allusion aux villages qui ont bénéficié de certaines infrastructures. Dans certains cas où ces besoins sont satisfaits, on note la démotivation des communautés et l'abandon des latrines après la réalisation des œuvres sociales (voir photos 1 et 2). En effet, celles-ci considèrent ces réalisations (PHV, Latrines dans les écoles) comme des « Récompenses » et ne trouvent plus nécessaire de poursuivre les efforts, une fois les infrastructures acquises.

Photo 3 et 4 : des latrines abandonnées dans des villages REDAL



La fragilité du statut FDAL mis en évidence à travers ces images. Il s'agit de latrines abandonnées à cause de la non-réalisation d'infrastructures souhaitées, d'après les communautés.

Source : notre étude

Ces photos indiquent bien l'abandon des latrines après l'acquisition du statut FDAL et montrent que les priorités sont ailleurs. La classification des besoins effectuée par l'ensemble des communautés rencontrées pendant l'enquête nous a permis de constater

qu'aucun des villages ne fait de l'hygiène et de l'assainissement, une priorité. Les priorités sont plutôt portées sur la réalisation d'écoles, de pompes ou de centres de santé.

En réalité, cette absence de volonté des populations provient du fait qu'elles n'ont pas encore réellement pris conscience du danger que représente le manque d'hygiène et d'assainissement, notamment la DAL. Les propos de ce relais communautaire confirment notre constat, quand il affirme : « Chez les lobis, le caca est un élément naturel qui ne pose pas de problème. »

Vivre avec le caca (excrément humain) ou à proximité des lieux de défécation ne semble pas gêner les populations lobis. En effet, « le balayage, l'assainissement, l'hygiène, la propreté ne sont pas ancrés dans le comportement de nos villages lobis », précise un agent de terrain de MAP International. Le manque de volonté est ainsi lié à la représentation des populations en matière de l'hygiène et de l'assainissement. Cette représentation aurait pu changer si le leadership n'était pas en faillite.

Faillite du leadership et absence de cohésion dans les villages

Une véritable crise de leadership se vit dans la plupart des villages du Bounkani. Cette crise se manifeste à plusieurs niveaux. Des conflits entre chefs et présidents des jeunes aux conflits au sein des CVS en passant par la remise en question de l'autorité des chefs par la communauté, il y a des conflits de pouvoir dans les campagnes du Bounkani. Ces conflits proviennent notamment de l'incapacité des leaders à créer l'harmonie et à fédérer les énergies au sein de leur communauté. Faute d'autorité, beaucoup de Chefs de village et de Présidents des jeunes sont contestés par leur population, comme le témoigne ce chef qui révèle lui-même que sa légitimité est remise en cause, en ces termes : « Je ne sais pas si c'est ma place qu'ils veulent. Ils savent que chacun doit attendre son tour. Moi, j'ai été désigné chef, après la mort de mon père. »

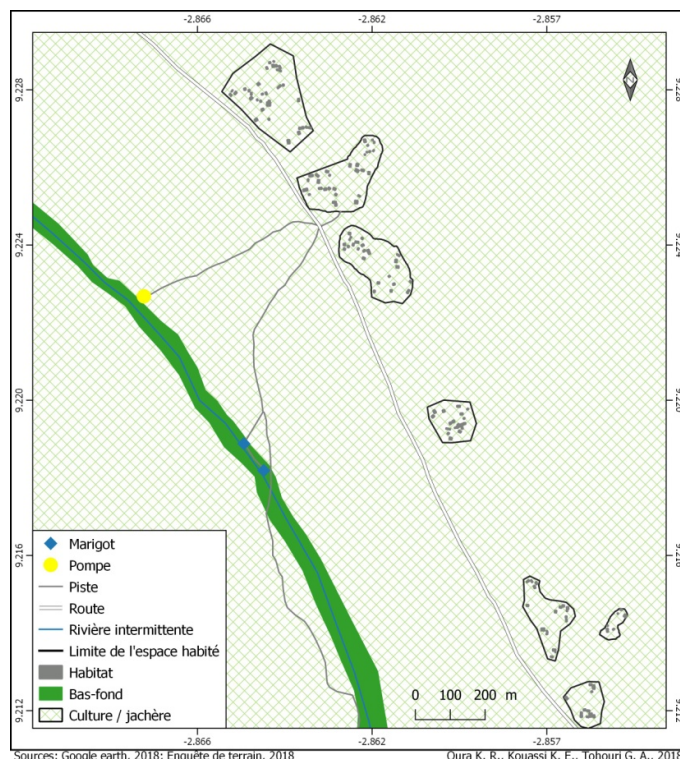
Selon lui, les causes d'une telle situation proviennent des liens de fraternité qui le lient à l'ensemble de la communauté. « Ils ne me respectent pas parce que nous sommes tous des frères. Ils savent que, quel que soit ce qui va arriver, je ne peux pas les envoyer en prison. », nous a-t-il confié.

Ce cas est un exemple parmi tant d'autres. Dans l'ensemble, les leaders sont incapables d'exercer une influence sur leur communauté. Dans la plupart des villages, il y a une perte de l'autorité ou de l'estime des chefs par leur population de sorte que, plusieurs villages baignent dans l'anarchie.

Or, pour garantir la durabilité de l'ATPC, il est indispensable d'avoir des leaders, capables d'influencer la communauté et d'instaurer la cohésion au sein des villages comme le souligne le chef de bureau de MAP International à Bouna, en ces termes : « L'influence du chef de village constitue un élément majeur, un élément capital pour l'avancer de l'activité, en amont comme en aval. Depuis le déclenchement jusqu'au suivi post-FDAL, le chef est un élément clé. Quand ça coince, on retourne vers le chef ».

Ces propos montrent le rôle central des chefs dans la mise en œuvre de l'ATPC, surtout que la plupart des villages présentent une configuration qui ne permet pas d'avance de créer des liens forts entre les familles et les communautés. En effet, les ménages sont installés, les uns loin des autres (voir carte 2), créant ainsi une certaine indépendance ou une autonomie de chaque ménage vis-à-vis des autres.

Carte 2 : Village de Imbié 1



À l'image de Imbié 1, la plupart des villages se présentent sous forme d'un morcellement où les ménages semblent jouir d'une certaine autonomie. En conséquence, l'autorité du chef est souvent bafouée ; la cohésion sociale et la solidarité sont quasi inexistantes ; les Comités Villageois de Suivi ne fonctionnent plus ; les rapports avec les partenaires du projet sont tendus. À l'analyse, on remarque qu'il n'existe pas encore une véritable prise de conscience de l'importance de l'ATPC, rendant difficile son adoption. Par exemple, dans les villages « déclenchés non FDAL », tels qu'Assoum 1 à Bouna et Varalé à Doropo, majoritairement de taille importante (plus de 70 ménages et situés à proximité d'une grande ville ou d'une voie bitumée), la réaction des communautés et des ménages traduit l'expression d'une liberté et d'une certaine citoyenneté, les jeunes étant difficile à contenir et le chef peu écouté.

Difficultés des ONG locales et défaillance des comités de suivi

L'ONG Map International éprouve d'énormes difficultés dans la réalisation du projet ATPC. Ces difficultés de plusieurs ordres se situent, notamment au niveau des activités de terrain, sur le plan de la sécurité et au niveau financier.

Au niveau des activités de terrain, les contraintes sont liées au mauvais état des pistes d'accès à la plupart des villages du projet et le déficit d'équipement. L'état calamiteux des pistes entraîne des retards lors des visites de terrain. Ceci ne permet pas un suivi régulier et correct du processus après la phase de déclenchement. La vétusté des engins (moto) de l'ONG occasionne également le non-respect du calendrier de mise en œuvre. MAP International n'arrive donc pas à assurer convenablement les activités de sensibilisation, de formation et de suivi comme il a été observé à Imbié 1, à Varalé et à Saboukpa, respectivement à Bouna, Doropo et Nassian. De plus, la réticence de certaines populations surtout pendant la saison des pluies, rend les activités difficiles. En effet à cette période, les communautés privilégient les travaux champêtres au détriment des activités de l'ATPC.

Sur le plan de la sécurité, les agents de terrain sont très souvent agressés sur les routes. Aussi sont-ils obligés de limiter leur temps de travail afin de prévenir les éventuelles agressions.

« Depuis la crise, il y a trop d'agression sur les routes. Nous sommes constamment victimes d'attaques d'hommes armés dans le cadre de nos activités. Soyez prudents ; quand vous irez sur le terrain, faites un effort pour rentrer avant 18h », nous prévenait un agent de terrain de MAP International avant nos visites de terrain.

L'insécurité reste ainsi un facteur limitant d'une mise en œuvre efficace de l'ATPC dans le Bounkani. Si ces difficultés constituent un réel frein à la bonne marche de l'ATPC, elles trouvent essentiellement leur source dans l'absence d'autonomie financière de l'ONG MAP International, chargée de l'exécution du projet dans le Bounkani. En effet, les ressources proviennent de l'UNICEF et ne couvrent que la phase d'exécution du projet. Le financement s'arrête aussitôt que le projet prend fin. « C'est avec un pincement au cœur que le PADHEA prend fin ; il y a beaucoup d'inachevés. C'est une symphonie inachevée », s'est exprimé le coordonnateur de MAP International dans le Bounkani. En effet, il y a une sorte d'interruption brusque du projet au moment où, il amorce sa phase de maturité. Ainsi, le marketing d'assainissement²⁹ qui devrait renforcer la durabilité n'a pas pu réellement démarrer au moment où le projet prend fin. Quant à l'activité de suivi, elle est abandonnée aux CVS dont la plupart ne fonctionnent pas correctement. Ces comités locaux non encore outillés peinent à jouer leur rôle pour l'obtention du statut FDAL ou le maintien de ce statut sur le long terme. Dans les villages, le suivi du projet n'est pas correctement réalisé. Il y a un dysfonctionnement de la plupart des comités de gestion installés pour la mise en œuvre et le suivi du projet. Ainsi, le but de réaliser un assainissement total pour éloigner durablement les risques sanitaires est loin de devenir une réalité. Quelque peu impuissante face aux difficultés, l'ONG Map international n'hésite pas à réduire ses actions à la lutte contre la défécation à l'air libre. Les propos d'un chef de bureau de cette ONG illustrent bien ces faits, quand il affirme :

« L'absence de caca dans les villages, c'est l'élément majeur de la déclaration FDAL. Le reste, c'est un processus de longue haleine. L'assainissement total du village exige de faire des puits perdus, le nettoyage du village, faire des claies à vaisselle ; tout ça, c'est un processus, ça vient après la déclaration de l'état FDAL, mais l'élément le plus important c'est de ne pas voir de selles dans la rue »

²⁹ Le marketing de l'assainissement fait la promotion de latrines améliorées à travers des coûts sociaux logiquement accessibles à tous.

Ces propos tenus pour justifier l'insalubrité observée dans les villages déclarés FDAL depuis plus de deux ans montrent les difficultés que rencontre MAP International à faire adopter l'assainissement total par les communautés.

Les CDS censés prendre le relais après le retrait de l'ONG, ne sont pas opérationnels, car ces structures chargées de la poursuite de l'ATPC en ce qui concerne la coordination et le suivi durable du projet ne disposent pas de moyens d'action. « Au moment où le projet prend fin, les CDS ne disposent pas encore d'agents de terrain, de matériels roulants, etc. », nous explique un sous-préfet. Présidé par le Préfet et composé du ou des sous-préfets du département, d'un représentant du Conseil Régional, d'un représentant de la mairie, d'un représentant de la Direction Départementale de la construction, d'un représentant de la Direction départementale de la santé, d'un représentant de la Direction Régionale de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique, d'un représentant des structures de mise en œuvre de l'ATPC (ONG ou autres organisations), les CDS constituent des machines lourdes dont le fonctionnement nécessite beaucoup de moyens. Ainsi, ces structures créées sur papier éprouvent des difficultés à se mettre en place et garantir la durabilité de l'ATPC. Cette ambition est d'autant hypothétique qu'un sous-préfet nous confie que, le fait de laisser le relais aux CDS, l'on venait de signer l'acte de mort du projet. Ces propos montrent un manque d'engagement réel au plan politique et administratif. Le retrait de l'ONG MAP international signifie ainsi la ruine du projet et le retour des mauvaises pratiques d'hygiène et d'assainissement. L'État est donc interpellé sur ses engagements par rapport au pacte de durabilité.

Discussion

En mobilisant la communauté à prendre conscience du danger que représentent les mauvaises pratiques d'hygiène et d'assainissement, l'ATPC permet de réduire les risques sanitaires dans les villages où elle est mise en œuvre. Son succès dans plusieurs pays d'Asie lui a valu son introduction en Afrique³⁰. Cependant, après plus d'une décennie d'application sur le continent africain, les résultats restent mitigés³¹. Si les promoteurs de cette approche se sont inscrits dans une perspective positiviste, les expériences issues de plusieurs pays, dont la Côte d'Ivoire, recommandent de reconsidérer les positions initiales. L'adoption d'une nouvelle norme sociale prônée par l'ATPC est difficile, surtout à long terme, dans la plupart des communautés où elle est mise en œuvre. À juste titre, l'Assainissement Total Piloté par la Communauté suscite aujourd'hui des interrogations, notamment sur ses méthodes, ses résultats réels et sa pérennité.

En ce qui concerne ses résultats, à l'instar du Bounkani, diverses expériences de campagnes ATPC menées dans différents contextes montrent l'adhésion massive grâce à une bonne méthode d'animation à court terme³². L'ATPC a ainsi l'avantage de proposer une alternative d'action à une problématique réelle qui est celle de l'insalubrité et des risques sanitaires constatés en milieu rural³³. Ces expériences montrent cependant, que

³⁰ Kar, Kamal et Milward, Kirsty. op. cit.

³¹ Protos. Ibid.

³² Réseau Projection. ibid

³³ Unicef Mauritanie. Ibid.

l'appropriation de cette approche demeure difficile. Dans l'ensemble, les études réalisées pointent du doigt l'absence de standard pour les latrines, le manque de suivi, la faible durabilité des latrines construites et des changements de comportement³⁴. À ce sujet, Chambers et Myers³⁵ relèvent un usage partiel des latrines quelques années après l'obtention du statut FDAL.

En conséquence, l'on s'interroge de plus en plus sur l'efficacité de ses méthodes³⁶. Par exemple, le principe de l'adhésion collective ou communautaire en un temps record de 2 à 3 mois est questionné pour comprendre les motivations d'une telle disposition. En effet, les villages qui n'épousent pas ce principe sont écartés du processus comme il a été donné de voir dans le cas du Bounkani, l'objectif étant de passer rapidement de la DAL à la FDAL pour marquer le changement de comportement. En procédant ainsi, on laisse sur la touche plusieurs villages qui auraient pu accéder au statut FDAL si un temps raisonnable leur avait été consacré. Les limites de cette approche sont aussi mises à nu par la rapidité avec laquelle les villages déclarés FDAL retombent dans la DAL. La recherche plus ou moins forcée d'une adhésion communautaire constitue un frein à l'appropriation de l'ATPC. En effet, toute innovation ou changement introduit dans une communauté respecte en général, un processus d'appropriation qui se fait progressivement de façon individuelle ou par groupe d'individus³⁷. La notion de temps est d'autant essentielle que les individus ou les groupes se donnent des phases d'essai pendant lesquelles, ils recherchent la compatibilité de l'élément nouveau avec leurs habitudes afin de trouver des adaptations possibles ou de renoncer au changement.

Les réalisations faites en guise de récompense représentent parfois une limite par rapport aux principes fondamentaux de l'ATPC. Si les récompenses peuvent faire office d'incitations efficaces à court terme, elles présentent aussi des inconvénients majeurs et peuvent menacer les principes de l'ATPC³⁸. En effet, les communautés peuvent être détournées de leur objectif en travaillant pour la récompense, alors que la cible devrait être l'obtention et le maintien du statut FDAL.

La responsabilité souvent confiée exclusivement aux communautés de faire le choix du modèle technique de la latrine constitue une limite de l'approche ATPC, notamment dans les zones où il y a une forte présence d'obstacles naturels. Portées souvent sur les solutions rapides, les communautés optent pour des modèles de latrines faciles à réaliser sans prendre en compte les obstacles naturels. Pourtant, les zones sablonneuses et celles touchées par des catastrophes naturelles (cyclones, inondations, raz-de-marée, pluies de mousson, glissements de terrain ou tornades) exigent des modèles techniques appropriés³⁹.

Sur sa pérennité, divers constats ont été faits. Cavill et al⁴⁰. relèvent que les plans d'eau (étangs ou lacs, ruisseaux, rivières, mer, etc.) à proximité des ménages ou des villages

³⁴ Cavill, S. avec Chambers, R. et Vernon, N. « Durabilité et ATPC : État des lieux », Numéro 4, 2015.

³⁵ Chambers, R. et Myers, J. « Normes, connaissances et usage », Numéro 7, 2016

³⁶ House, S. et Cavill, S. « Rendre l'assainissement et l'hygiène plus sûrs : Réduire les vulnérabilités face à la violence », Numéro 5, 2015

³⁷ Everett, Rogers. op. cit.

³⁸ Kar, Kamal et Milward, Kirsty. op. cit.

³⁹ Cavill, S. avec Chambers, R. et Vernon, N. Ibid.

⁴⁰ Cavill, S. avec Chambers, R. et Vernon, N. Ibid.

fragilisent l'adoption et l'utilisation pérennes des toilettes, car ils offrent des lieux commodes pour pratiquer la DAL et se nettoyer. Selon eux, le manque de place pour remplacer ou creuser de nouvelles toilettes là où la population est dense peut également diminuer la durabilité. Pour ces auteurs, la durabilité du lavage des mains et du maintien de la propreté des toilettes dépend de l'accès à l'eau. Or, la question de l'eau dans les zones rurales reste posée sans une réelle réponse. Ce problème limite la portée de l'ATPC tout comme les obstacles naturels.

L'obstacle le plus souvent mentionné est le type de sol et la proximité de la nappe phréatique⁴¹. Par exemple au Bénin, dans les milieux où le sol est très rocailleux ou latéritique, le travail s'avère pénible. Dans les milieux à terre hydromorphe, le phénomène de l'effondrement des latrines est fréquent et ralentit par endroit les travaux. En Ouganda, notamment à Kayinja, la proximité de la nappe phréatique fait qu'il est très difficile pour la communauté de construire des latrines ordinaires. Ceci est lié à la nature instable des sols. Ainsi, les ménages les plus vulnérables, les personnes âgées, les femmes, etc., sont exclus et ne peuvent acquérir de latrine⁴². Dès lors, des observateurs s'interrogent de savoir si cette méthode est réellement la plus adaptée pour réduire les risques sanitaires liés aux mauvaises pratiques en matière d'assainissement.

En réponse, des jeunes professionnels⁴³ préconisent d'éviter de surestimer l'ATPC en ayant conscience de ses faiblesses et d'aller à la source du problème pour comprendre les causes et les origines. Pour ces professionnels, il est impératif d'adapter les solutions à chaque contexte, voire à chaque village et assurer un accompagnement sur le long terme pour changer durablement les comportements. Une étude menée à l'ouest de la Côte d'Ivoire par le Programme d'Hydraulique et d'Assainissement pour le Millénaire (PHAM) ne dit pas le contraire⁴⁴. Selon cette étude, l'approche ATPC doit être améliorée d'un point de vue technique, par la définition de normes de latrines adaptées. En termes de méthodologie, elle propose également que cette approche soit améliorée, par l'allongement du suivi nécessaire avant et après l'acquisition du statut FDAL. Ceci pour permettre un accompagnement dans la durée des changements de comportements en matière d'hygiène et d'assainissement.

Kamal et Kirsty⁴⁵, estiment qu'en raison des circonstances nationales diverses et des différents choix stratégiques, les adaptations devraient être abordées avec une idée claire des avantages et des inconvénients que présente leur adoption. À mesure que l'ATPC gagne du terrain, il est important de tirer les leçons issues des adaptations afin de conserver la vision du potentiel que recèle l'ATPC pour transformer radicalement l'assainissement, la santé et les conditions de vie en zones rurales, concluent-ils.

⁴¹ Réseau Projection. *ibid*

⁴² Wilbur, J. et Jones, H. « Handicap : Rendre l'ATPC véritablement accessible à tous », Numéro 3, 2014.

⁴³ Réseau Projection. *ibid*

⁴⁴ COTE D'IVOIRE. Programme d'Hydraulique et d'Assainissement pour le Millénaire (PHAM) – CRIS 024147

⁴⁵ Kar, Kamal et Milward, Kirsty. *op. cit*

Conclusion

À travers cette étude, nous voulions répondre à une question essentielle : qu'est-ce qui explique la difficile appropriation de l'ATPC dans le Bounkani ? Pour répondre à cette préoccupation, différents instruments de recherche qualitative ont été mobilisés. Toutefois, dans la mise en œuvre, quelques insuffisances sont apparues qu'il convient de souligner. En effet, compte tenu de l'insécurité et des difficultés liées au déplacement sur le terrain, nous n'avons pas pu faire des séjours prolongés ou plusieurs passages dans les villages. Mais, la spatialisation de l'étude sur trois départements et plusieurs villages a permis de combler un tant soit peu cette insuffisance.

Quoique reconnaissant la pertinence de l'ATPC, il ressort de l'étude que les communautés sont sous l'influence des croyances et des représentations. Creuser un trou pour en faire une latrine heurte encore certaines croyances. Accrochées à ces représentations, les communautés manquent de volonté dans la mise en œuvre l'ATPC. Aussi se résignent-elles face au moindre obstacle qui survient au cours du processus. La faillite du leadership avec pour conséquence, l'anarchie dans la plupart des villages du Bounkani aggrave la situation. À juste titre, les Comités Villageois de Suivi (CVS) ont disparu ou fonctionnent à peine. L'ONG Map International éprouve des difficultés à jouer pleinement son rôle, notamment à cause d'un manque d'autonomie financière. Les Comités Départementaux de Suivi (CDS), annoncés pour prendre le relais au retrait de l'ONG, ne disposent pas de moyens opérationnels et peinent à se mettre en marche. Ainsi, la durabilité d'un changement de comportement soulève encore des défis multiples et complexes, tant les habitudes sont difficiles à rompre.

Au-delà des facteurs explicatifs de la difficile appropriation de l'ATPC, identifiés à travers les acteurs locaux, c'est l'intervention humanitaire qui est questionnée. De plus en plus, les observateurs s'interrogent sur le mode opératoire adopté par les humanitaires, notamment en ce qui concerne le cycle des projets portant sur la diffusion des bonnes pratiques et le changement de comportement. Mis en œuvre généralement selon un cycle court, ces projets prennent fin au moment où les bénéficiaires se trouvent encore dans une phase d'apprentissage et d'hésitation pour des raisons diverses (sociales, culturelles, économiques, financières, politiques, etc.). Les ONG locales chargées de la mise en œuvre se voient elles aussi retirer le mandat qui leur a été accordé sans qu'elles soient elles-mêmes capables d'assurer les activités post-projet. Dès lors, les regards sont tournés vers les pouvoirs déconcentrés, les collectivités décentralisées et l'État. Mais la politisation des projets, comme le cas de l'ATPC, et le manque d'engagement réel des pouvoirs publics compromettent la vision à long terme, même si en matière de durabilité, il s'agit d'une affaire d'apprentissage continu et d'évolution perpétuelle⁴⁶.

⁴⁶ Cavill, S. avec Chambers, R. et Vernon, N. Ibid.

Bibliographie

CAVILL, Sue. ; CHAMBERS, Robert. et VERNON, Naomi. « Durabilité et ATPC : État des lieux », Aux Frontières de l'ATPC : Innovations et Impressions Numéro 4, Brighton : IDS, 2015, 31 p.

CHAMBERS, Robert. et MYERS, Jamie. (2016) « Normes, connaissances et usage », Aux Frontières de l'ATPC : Innovations et Impressions Numéro 7, Brighton : IDS

COTE D'IVOIRE. Programme d'Hydraulique et d'Assainissement pour le Millénaire (PHAM) – CRIS 024147, 2007 https://ec.europa.eu/europeaid/sites/.../aap-financing-ivory-coast-af-20121211_fr.pdf

DELMAS, Patrick. Foire aux innovations paysannes. Inter-Réseaux-Développement Rural. Grain de sel, Juin 2004, N° 27, pp 10-28

EVERETT, Rogers. Diffusion of innovation. New York, Free Press, 4th edition, 1995, [1962], 536 p

HOUSE, Sarah. et CAVILL, Sue. « Rendre l'assainissement et l'hygiène plus sûrs : Réduire les vulnérabilités face à la violence », Aux Frontières de l'ATPC : Innovations et Impressions Numéro 5, Brighton : IDS, 2015, 22 p.

KAR, Kamal et MILWARD, Kirsty. Creuser, s'implanter et grandir : Introduire l'ATPC en Afrique, IDS practice paper, 8. 2011, 74 p

KAR, Kamal et CHAMBERS, Robert. Manuel de l'Assainissement Total Piloté par la communauté. London plan UK, 2008, 98 p

KURT, Lewin. La conduite du changement : les étapes, les phases, les trajectoires, disponible sur <http://www.sietmanagement.fr/les-phases-du-changement-la-conduite-des-etapes-des-trajectoires-k-lewin-r-zmud/>, consulté le 1^{er} juillet 2018

Maler, Henri. Marx et l'appropriation sociale (1) : Enjeux et modalités, disponible sur www.henri-maler.fr/Marx-et-l-appropriation-sociale-1-Enjeux-et-modalites.html, consulté le 19 mai 2018

MCLAU. Manuel de mise en œuvre de l'ATPC en Côte d'Ivoire, Abidjan, 2015, 93 p

PERLA, Serfaty-Garzon. L'appropriation In DICTIONNAIRE CRITIQUE DE L'HABITAT ET DU LOGEMENT Sous la direction de Marion Segaud, Jacques Brun, Jean-Claude Driant Paris, Editions Armand Colin, 2003, 7 p, consulté le 21 juin 2018, disponible sur <http://www.perlaserfaty.net/texte4.htm>

PROTOS. Assainissement Total Pilote par la Communauté (ATPC) dans les programmes de Protos et de ses partenaires : Note de discussion sur les facteurs qui favorisent ou rendent difficile l'obtention et le maintien de l'état FDAL), 2016, 12 p

RESEAU PROJECTION. L'ATPC : une méthode efficace ? Compte-rendu de la rencontre Jeunes Professionnels, 2015. Disponible sur www.reseauprojection.org/wiki//CR_Rencontre_JP_AS_19022015_GCo%2BYL.pdf

ROUX, Angélique. « De l'usage à la pratique : les processus d'appropriation. Emprunts à la théorie de la structuration et empreinte du chercheur », Communication et organisation [En ligne], 31 | 2007, mis en ligne le 01 juillet 2010, consulté le 30 septembre 2016. URL: <http://communicationorganisation.revues.org/168> ; DOI : 10.4000/communicationorganisation.168

UNICEF MAURITANIE. Évaluation de l'assainissement pilote par les communautés, rapport final, D.I.P network. Études et conseils en développement, (s. d.), 2010, 42 p

UNICEF Côte d'Ivoire. Rapport annuel 2014, 44 p.

WILBUR, Jane et JONES, Hazel. (2014) « Handicap : Rendre l'ATPC véritablement accessible à tous », Aux Frontières de l'ATPC : Innovations et Impressions Numéro 3, Brighton : IDS, 2014, 20 p.

ZOUNGRANA, Thierry Assomption. Contribution à l'analyse des effets de l'approche ATPC appliquée dans le cadre du programme USAID WA-WASH sur les comportements et les perceptions des populations : cas de quatre villages dans les communes de Koudougou et Ténado. Mémoire pour l'obtention du master 2 en ingénierie de l'eau et de l'environnement option : eau et assainissement Ouagadougou : Institut International d'Ingénierie : 2016 : 62 p.